



LE MOUVEMENT DE LA PAIX

## Déclaration du Mouvement de la Paix après les législatives.

**Le Président de la République  
doit respecter et faire vivre la démocratie dans toutes ses dimensions.  
L'intervention citoyenne est nécessaire.**

### Résumé

Après la dissolution de l'Assemblée nationale, les citoyens ont empêché l'extrême droite d'accéder au pouvoir, condamné la politique de la majorité sortante et donné une majorité relative au nouveau Front Populaire. Le président de la République en ne respectant pas la pratique républicaine, consistant à donner la responsabilité de constituer un nouveau gouvernement au groupe ayant obtenu le plus de députés, s'enferme dans un déni de réalité. C'est une nouvelle violence qu'il inflige aux électeurs et électrices. La culture de la paix (2) pose comme principe et objectif que la démocratie ne se résume pas au seul vote des citoyens dont le rôle serait cantonné à être seulement des gouvernés. Au contraire elle appelle à de nouvelles pratiques démocratiques permettant au peuple souverain d'exercer une démocratie participative et gouvernante par son action citoyenne à tous les niveaux de la société permettant ainsi la participation à la réalisation des aspirations que les citoyens ont porté dans les urnes, même si ce fut fait parfois de façon contradictoire. Si l'extrême droite fascisante a été éloignée du pouvoir, il n'en reste pas moins que ses idées doivent être combattues, dans le dialogue, le respect et le débat avec l'ensemble des citoyens, mais aussi en veillant des à ce que des réponses concrètes soient apportées aux aspirations des citoyens à vivre dans une société plus juste, plus démocratique, plus humaine, moins violente, rejetant les discriminations et au plan international en construisant un monde de justice, d'amitié et de coopération entre les peuples et de paix. Le Mouvement de la paix entend prendre sa part à ce combat, conscient comme le disait Berthold Brecht « *que le ventre est toujours fécond d'où est sortie la bête immonde*<sup>1</sup> ». Tant pour éloigner le pire que pour construire le meilleur l'intervention citoyenne est nécessaire, et en premier lieu pour faire respecter les aspirations des citoyens, et ce d'abord par le président de la République.

### Déclaration Générale

Après une dissolution hasardeuse, dangereuse et somme toute irresponsable de l'Assemblée nationale, le président de la République en ne respectant pas la pratique républicaine, consistant à donner la responsabilité de constituer un nouveau gouvernement au groupe ayant obtenu le plus de députés, s'enferme dans un déni de réalité. (cf déclaration de Dominique de Villepin sur LCI évoquant la nomination du prochain Premier ministre d'Emmanuel Macron, que l'ancien locataire de Matignon souhaite issu du Nouveau Front Populaire)

Pourtant, l'attitude responsable des citoyens, en réponse aux appels à faire front commun contre l'extrême droite à travers la systématisation des désistements républicains, a permis d'empêcher l'accès au pouvoir du Rassemblement National, d'éviter à la France une catastrophe, tout en condamnant la politique de la majorité sortante et en donnant une majorité relative au Nouveau Front Populaire (NFP).

Or, le président Macron refuse de donner au NFP la responsabilité de proposer un premier Ministre et de présenter un nouveau gouvernement chargé de mettre en place un projet répondant au vote et aux aspirations des citoyens et une gouvernance faisant une place plus importante aux citoyens et à leurs organisations syndicales et associatives représentatives.

C'est une violence supplémentaire qu'il inflige aux électeurs et électrices. Refuser de respecter l'expression des citoyens, qui à la fois rejettent l'extrême droite, tout en exprimant leur aspiration en faveur de plus de justice sociale, leur rejet des discriminations sources de conflictualités, constitue une violence qui peut entraîner d'autres violences dans une situation déjà assez délétère.

La démocratie ne se résume pas au seul vote des citoyens dont le rôle serait cantonné à être seulement des gouvernés. La démocratie suppose de mettre en œuvre des procédures et des décisions permettant au peuple souverain d'exercer une démocratie participative et gouvernante par son action citoyenne à tous les niveaux de la société pour permettre la réalisation des aspirations que les citoyens ont porté dans les urnes, même si ce fut fait parfois de façon contradictoire.

Le Mouvement de la Paix rappelle que la culture de la paix et de la non-violence, définie par les Nations Unies en application de la Charte des Nations Unies et à travers de nombreux travaux diligentés par l'Unesco, montre que c'est par l'exercice d'une démocratie participative et gouvernante dans tous les secteurs de la société que les citoyens ont le pouvoir et le droit, à travers une action collective et responsable et en liaison avec les parlementaires, de construire des solutions permettant de mettre en place les projets répondant aux aspirations des citoyens, avec comme objectifs : plus de justice sociale, des moyens accrus pour le bien-être à travers le renforcement des services publics de l'éducation, de la santé, un développement économique et social juste et durable, le respect et la promotion de tous les droits humains, l'égalité homme femme, la lutte contre la criminalité organisée (en particulier l'exploitation sexuelle et le trafic de drogue qui y est souvent lié), la compréhension, la tolérance et la solidarité entre tous les peuples et toutes les cultures, de réels services publics d'information permettant l'accès à des informations et des connaissances échappant à la propagande ou aux intérêts particuliers des possesseurs d'empires de presse au service du pouvoir ou des multimilliardaires ( le programme du Conseil National de la Résistance prévoyait « une presse indépendante à l'égard de l'Etat et des puissances d'argent » (3) (Acrimed)

Dans le même temps des mesures doivent être prises pour la promotion de la paix et de la sécurité internationale dans le respect de la Charte des Nations Unies pour la négociation de règlements pacifiques des conflits.

Dans sa déclaration du 13 juin 2024 le Mouvement de la paix déclarait : « *Nous savons que ces combats et ces valeurs doivent être portés par une force pluraliste, sociale, culturelle, politique, associative et citoyenne. La défense de la République et de notre avenir commun ne peut pas reposer uniquement sur les partis politiques. Il faut que les citoyennes et citoyens dans leur diversité s'en mêlent pour qu'une dynamique de mobilisation pour la justice, la solidarité, la fraternité et la Paix s'affirme comme force sociale majoritaire dans notre pays et à l'Assemblée nationale. Le Mouvement de la Paix issu des mouvements de résistance au fascisme entend contribuer à cette mobilisation.* Si l'extrême droite a été éloignée du pouvoir, il n'en reste pas moins que ses idées doivent être combattues, dans le dialogue, le respect et le débat avec l'ensemble des citoyens. Le Mouvement de la paix entend prendre sa part à ce combat, conscient comme le disait Bertold Brecht « *que le ventre est toujours fécond d'où est sortie la bête immonde* ». (1)

## **Le Mouvement de la paix le 12 juillet 2024**

(1) - dans maître Puntilla et son valet Matti

(2) <https://culturedelapaix.org/nous/laculturedelapaix/>

(3) -Acrimed <https://www.acrimed.org/Petite-histoire-des-ordonnances-de-1944-sur-la>